
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51067

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tentatives d'embrigadement n'eurent qu'un succès limité. L'adhésion au parti et à ses organisations parallèles était souvent obtenue par des méthodes douteuses et, s'agissant des fonctionnaires, le chantage au maintien de l'emploi était un procédé courant. En outre, les Alsaciens ne manifestèrent aucun goût particulier pour le service des armes allemandes et 2100 seulement s'étaient engagés dans la »Wehrmacht« et dans les »Waffen SS« avant l'introduction du service militaire obligatoire. Même après l'octroi de la nationalité allemande, les »Volksgenosse« alsaciens étaient victimes de discriminations multiples tandis que les excès de la justice politique et les déportations des mal pensants s'inscrivaient en faux contre le postulat d'une germanité innée de la population locale.

On regrettera que l'auteur ne se soit pas davantage étendu sur les implications juridiques de la germanisation de l'Alsace. Il note que le Gauleiter Wagner avait réussi à faire prévaloir son point de vue sur celui des Administrations centrales et s'était opposé à l'extension de la législation allemande pour ne pas être gêné dans la mise en oeuvre de sa politique. Certes, on conçoit que les nazis aient voulu se soustraire à l'empire de la loi pour avoir les mains libres mais on a peine à imaginer que la germanisation de l'Alsace ait pu s'effectuer sans un support légal. Ainsi des structures administratives et judiciaires allemandes se sont substituées en 1940 aux institutions françaises préexistantes et le droit allemand a progressivement gagné du terrain. L'économie alsacienne a été intégrée dans celle du Reich, ce qui s'est traduit notamment par des ajustements dans le droit des sociétés et un alignement du régime douanier. Enfin, les réticences de la population à s'identifier au »Volkstum« allemand conduisirent à l'octroi de la nationalité allemande (ordonnance du 23 août 1942) dont le corollaire était le service militaire obligatoire et ce au mépris du Droit international découlant des conventions de La Haye. Ces mutations auraient mérité un examen plus approfondi que celui auquel s'est livré M. Kettenacker. Par ailleurs, lorsqu'il esquisse des comparaisons avec la situation du *Westgau* dont faisait partie le département de la Moselle, il procède d'une façon trop allusive pour qu'on puisse se faire une opinion fondée sur les convergences et les divergences dans l'administration des Gauleiter Bürckel et Wagner. A cet égard, les Lorrains, qui partagèrent le sort des Alsaciens pendant la guerre, resteront sur leur faim, mais ils espèrent qu'un chercheur allemand les éclairera sur leur histoire sous l'occupation d'une manière aussi probe et complète que M. Kettenacker l'a fait pour l'Alsace.

Jean KLEIN, Paris

Wilfried LOTH, *Die Teilung der Welt. Geschichte des Kalten Krieges 1941–1955*, München (DTV) 1980, 354 p. (DTV-Weltgeschichte des 20. Jahrhunderts).

Le livre de Wilfried Loth sur le »partage du monde« participe du mouvement critique qui s'est manifesté au cours des dernières décennies dans l'historiographie de la guerre froide. Après une période où triomphait l'explication traditionnelle tendant à imputer la responsabilité principale, sinon exclusive, de la rupture de l'alliance de guerre à l'hégémonisme stalinien, on a vu fleurir à partir des années 60 aux États-Unis une école »révisionniste« plus encline à dénoncer l'arrogance de la puissance américaine et son impérialisme économique que de condamner les excès de la répression stalinienne et les visées territoriales de l'URSS en Europe. Cette querelle entre les »Anciens« et les »Modernes« a fait l'objet d'un arbitrage de M. Schlesinger en faveur des premiers (cf. son article: *The Russian Revolution – Fifty years after. Origins of the cold war*, dans: *Foreign Affairs*, octobre 1967) mais n'a pas fait taire les controverses. Toutefois, on observe que les dernières études consacrées à cette période de l'histoire des relations Est-Ouest se signalent par le souci d'une investigation impartiale et d'un jugement moins tranché sur le comportement des acteurs. Il est vrai que l'ouverture progressive des archives américaines et la

distance qui s'est établie par rapport à l'événement permettent d'en aborder l'étude d'une façon plus sereine, ce qui n'exclut pas pour autant une pluralité d'interprétations et une diversité d'approches.

Le livre de M. Loth se veut un essai de synthèse de la littérature parue sur le sujet et une tentative d'interprétation de la guerre froide d'un point de vue européen. Il soumet à un examen critique aussi bien les thèses révisionnistes que celles qui se réclament d'une optique plus classique et ses conclusions ne diffèrent pas fondamentalement de celles des historiens «libéraux» qui récusent autant l'explication par le complot impérialiste des Etats-Unis contre une Union soviétique exsangue au sortir de la guerre que celle qui voit l'origine de tous les maux de l'Europe dans la volonté conquérante d'idéocrates résolus à étendre l'empire soviétique jusqu'aux rives de l'Atlantique. Selon M. Loth, le «grand schisme» a été provoqué par une série de malentendus qui ont contribué à durcir les antagonismes existants et contribué à la formation des blocs.

Il estime qu'une telle évolution n'était pas inévitable dans la mesure où l'Union soviétique, affaiblie par la guerre, ne menaçait pas vraiment l'Occident et n'était pas en mesure d'imposer sa loi au continent tout entier. Soucieuse de se garantir contre un envahisseur venu de l'Ouest, elle revendiquait seulement un glacis de sécurité et espérait qu'il lui serait accordé dans le cadre des arrangements pris par les vainqueurs de l'Axe. En outre, elle avait besoin d'un répit pour relever ses ruines et réparer les dommages causés à son économie pendant la guerre «patriotique». A cet effet, le concours du monde capitaliste, dont le déclin n'était pas prévu à brève échéance, était souhaité mais on craignait simultanément que la puissance économique des Etats-Unis soit mise au service d'une action tendant à destabiliser le système socialiste et à reconquérir les positions perdues après la Révolution d'octobre. De son côté, l'Administration Roosevelt envisageait favorablement une coopération avec l'URSS sans se faire d'illusions sur la nature du régime soviétique ni sur la personnalité de Staline.

A Téhéran, en 1943, les perspectives d'un accord entre alliés sur ces sujets s'étaient dessinées, mais au printemps 1945 des nuages vinrent troubler cette harmonie. Ainsi, on ne parvint pas à s'entendre à Yalta sur la solution des problèmes majeurs de l'après-guerre et des maladroites comme l'interruption des livraisons au titre du prêt-bail, immédiatement après la capitulation des armées allemandes, aiguësèrent la méfiance des Soviétiques. En outre, des contradictions apparurent entre l'idéal wilsonien d'une organisation internationale fondée sur le respect des principes libéraux et les réalités de la politique de puissance que les Etats-Unis n'avaient pas entièrement reniée et que les Soviétiques considéraient comme la seule garantie tangible de leur sécurité. Enfin, l'incertitude planait sur l'avenir de l'Allemagne et sur les modalités des réparations de guerre.

M. Loth s'inscrit en faux contre une interprétation des origines de la guerre froide par l'économie comme celle que propose l'historien américain Kolko et attribue à juste titre un rôle déterminant au facteur idéologique. Il relève qu'aux Etats-Unis le courant idéaliste et moralisateur était très puissant au lendemain de la guerre et que la politique vis-à-vis de l'Union Soviétique s'en ressentait fortement. Obligés de tenir compte des aspirations de cette clientèle, les dirigeants américains sont revenus sur certaines des promesses faites aux Soviétiques en ce qui concerne l'octroi d'une sphère d'influence en Europe orientale et ont lancé l'anathème sur le communisme ce qui ne pouvait que renforcer la position des dogmatiques de l'autre camp et leur fournir des arguments supplémentaires pour réclamer l'intégration totale des pays de démocratie populaire au système soviétique. La brutalité de la mise au pas des Etats-satellites a provoqué à son tour l'énoncé d'une politique d'endiguement (*containment*) dont la mise en œuvre a favorisé la constitution des blocs et scellé la division de l'Europe.

Telle est, schématiquement résumée, la thèse de l'auteur et on doit convenir que les faits qu'il cite à l'appui de sa démonstration sont difficilement contestables. Il est clair que les variations et l'ambivalence de la politique américaine vis-à-vis de l'Allemagne ne pouvaient qu'inciter

l'Union soviétique à prendre des gages dans sa zone d'occupation et que les méthodes employées par les partis communistes pour asseoir leur autorité en Europe centrale et orientale étaient de nature à nourrir les craintes de tous ceux qui craignaient une extension de l'emprise soviétique en Europe occidentale. Par ailleurs, si les Européens souhaitaient maintenir, voire développer des relations amicales avec leurs voisins orientaux, ils furent très rapidement contraints de choisir leur camp: la logique de l'endiguement et notamment l'accent mis sur les alliances militaires, la psychose de guerre et la perception d'une menace venant de l'Est, enfin l'échec de la construction européenne et de la constitution d'une troisième force conduisirent à un alignement sur la politique américaine. Le plan Marshall était une dernière tentative pour éviter la division du continent en deux systèmes opposés mais son refus par l'Union soviétique et ses alliés sonna le glas des illusions que l'on pouvait entretenir à cet égard.

Après le déclenchement des hostilités en Corée, la question du réarmement allemand fut posée ouvertement et la guerre froide entra dans sa phase aigüe. Avec la formation des blocs politico-militaires, une situation irréversible s'était créée et lorsque après la mort de Staline se manifestèrent les premiers signes de la détente, le problème de la sécurité en Europe se posa en termes nouveaux: celui d'un aménagement des relations entre les deux mondes sur la base d'une reconnaissance du statu quo politique et territorial. Ainsi, l'année 1955, celle où fut ratifié le traité de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) consacrant la participation de la RFA à l'OTAN et où se tint à Genève la conférence des Quatre Grands pour régler le contentieux légué par la seconde guerre mondiale marque aux yeux de M. Loth la fin d'une époque et l'avènement d'une ère nouvelle qui redonne ses chances à la coopération entre pays à régimes sociaux différents.

La dimension de cette note ne permet pas de discuter d'une manière approfondie la thèse exposée et nous nous bornerons à de brefs commentaires à la fois pour marquer notre accord et exprimer, à l'occasion, des opinions dissonantes. En premier lieu, on doit savoir gré à l'auteur de ne pas avoir cédé au manichéisme et de s'être abstenu de tout réquisitoire contre l'un ou l'autre des deux Grands. Nous serions également enclins à penser comme lui que la guerre froide telle qu'elle s'est déroulée n'était pas une fatalité et qu'il eut été possible de faire l'économie de certains affrontements. Faut-il pour autant considérer que la rupture de la grande alliance fut le résultat d'une double méprise et qu'un accord durable eut été possible entre l'URSS et les Etats-Unis, si l'on avait tenté une évaluation pragmatique des intérêts en présence et renoncé à la confrontation idéologique? Il est permis d'en douter car l'antagonisme entre les deux systèmes socio-politiques était difficilement réductible et il fallait en toute hypothèse s'attendre à un conflit entre la principale puissance continentale (URSS) et la grande puissance maritime (Etats-Unis) pour l'allégeance des pays européens qui n'étaient plus en mesure de faire prévaloir leurs vues dans le concert des nations mais constituaient toujours un enjeu de taille. M. Loth estime que la construction d'une Europe Unie de type fédéral aurait permis aux peuples du vieux continent de s'affirmer sur la scène internationale; après l'échec des tentatives faites dans ce sens, il n'avaient d'autre alternative que de rallier l'un des deux camps.

M. Loth note à juste titre que les incertitudes sur l'avenir de l'Allemagne ont empêché le succès de l'administration quadripartite et entraîné la division du pays puis l'intégration des deux Etats allemands dans les systèmes militaires et politiques qui s'étaient établis de part et d'autre de la ligne de démarcation. Certes, l'objectif de l'unité allemande par la voie d'élections libres fut proclamé à l'Ouest tandis que la constitution de la RDA se référait à la nation allemande, mais il ne s'agissait là que de vœux pieux ou de concessions formelles à des aspirations diffuses. En effet, aucun des deux protagonistes ne souhaitait voir se reconstituer une Allemagne unie qui aurait pu échapper à son emprise, voire passer à l'adversaire. Aussi doit-on s'interroger sur la signification des propositions soviétiques de 1952 qui envisageaient une Allemagne réunifiée et neutralisée. Manoeuvre tactique destinée à faire capoter le projet de Communauté européenne de Défense (CED) ou dernière chance pour la réunification de

l'Allemagne? On ne sait. En tout cas, les événements du 17 juillet 1953 à Berlin démontrèrent la fragilité du régime est-allemand et dissuadèrent l'Union soviétique de prendre de nouvelles initiatives qui risquaient de provoquer une rupture de l'équilibre des forces en Europe et d'introduire des ferments de discorde dans la communauté socialiste.

Si nous souscrivons à la plupart des analyses de M. Loth et partageons dans une large mesure sa vision des relations Est-Ouest, nous sommes plus réservés à l'égard des jugements qu'il porte sur les affaires françaises. L'auteur connaît bien la France où il a fait ses études mais il ne fait pas toujours preuve d'une objectivité totale lorsqu'il évoque les débats des années 40 et 50 sur le neutralisme et l'Europe. Ainsi, ses préjugés le conduisent-ils à exalter le modèle fédéraliste et à imputer l'échec de la construction politique de l'Europe au nationalisme français qui joue en l'occurrence le rôle commode de bouc émissaire. Par ailleurs, la crainte d'une absorption de la France dans la sphère d'influence soviétique, qui aurait inspiré certaines démarches de la diplomatie américaine, est une hypothèse gratuite et on s'étonne que M. Loth lui accorde quelque crédit. Enfin, le »grand schisme«, pour reprendre l'expression de Raymond Aron, est difficilement explicable par référence au conflit entre la gauche et la droite. Selon M. Loth la confrontation Est-Ouest a compromis les chances de la gauche et consacré le triomphe de la droite, mais on pourrait lui objecter que des hommes de droite ont résisté à la politique des blocs alors que des personnalités, voire des partis de gauche, ont consenti à l'inféodation. Il n'en reste pas moins que les Occidentaux avaient tout à gagner et rien à perdre d'une politique de coopération avec l'Est et que le tragique de la situation vient précisément de ce que la force des choses les a contraint de rompre avec des peuples qui se réclamaient du même héritage culturel. Il n'est pas interdit de penser que le processus de la »détente« amorcé dans les années 60 permettra de corriger cette anomalie et de créer les conditions d'une réconciliation des Européens à l'échelle du continent.

Le livre de M. Loth est un manuel dont la consultation est aisée grâce à un index soigneusement établi. Il comporte en outre une bibliographie qui recense les principaux titres parus aux Etats-Unis. Toutefois, on relève des lacunes, la plus importante étant l'ouvrage de Philip Mosely »The Kremlin and world politics«; peut-être aurait-on pu faire également un sort à des livres comme »L'histoire du réarmement allemand« de Jules Moch et »La comédie des erreurs« de René Massigli. Ces négligences mineures n'entachent pas les qualités de rigueur et les talents d'exposition de l'auteur dont la contribution à l'histoire de la guerre froide devrait retenir l'attention du grand public.

Jean KLEIN, Paris

Sources for the History of European Integration (1945–1955). A guide to archives in the countries of the Community. Sources de l'histoire de l'intégration européenne (1945–1955). Guide des archives conservées dans les pays de la Communauté. Edited by Walter LIPGENS, Leyden-London-Boston (Sijthoff), Bruxelles (Bruylant), Stuttgart (Klett-Cotta), Firenze (Le Monnier) 1980, VII–206 S. (Veröffentlichungen des Europäischen Hochschulinstituts, 4).

Hervorgegangen aus einem Kolloquium des Europäischen Hochschulinstituts Florenz im Jahre 1977 im Zusammenhang mit der geplanten umfassenden Edition zur europäischen Einigungspolitik, bietet der kleine Band einen ausgezeichneten, knappen Überblick über die Archivlage zur Europafrage in wichtigen europäischen Ländern. Die jeweils rund zehneitigen Beiträge zu den einzelnen Ländern sind von ersten Sachkennern in englischer oder französischer Sprache verfaßt. Erläutert wird die Materiallage in amtlichen Archiven, Verbands- und (teilweise) Wirtschaftsarchiven, Parteiarchiven, privaten Nachlässen und, für einige Länder, Pressearchiven. Behandelt werden Belgien (Paul VAN DE MEERSSCHE, Emiel LAMBERTS, Marc VAN DEN